

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4635
23 janvier 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT PRESENTE PAR LE SECRETAIRE GENERAL EN EXECUTION DE LA RESOLUTION S/4300
DU CONSEIL DE SECURITE

1. Dans la résolution qu'il a adoptée le 1er avril 1960, le Conseil de sécurité demande "au Secrétaire général, en consultation avec le Gouvernement de l'Union sud-africaine, de prendre les dispositions qui contribueraient efficacement au respect des buts et principes de la Charte et de faire rapport au Conseil de sécurité chaque fois que cela sera nécessaire et approprié".
2. Dans son rapport intérimaire du 19 avril 1960 (S/4305), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité qu'à la suite d'un échange de communications entre le Ministre des affaires extérieures de l'Union sud-africaine et lui-même, par l'intermédiaire du représentant permanent du Gouvernement de l'Union, il avait accepté une proposition de ce gouvernement tendant à ce que des consultations préliminaires entre le Premier Ministre et Ministre des affaires extérieures et lui-même aient lieu à Londres à l'issue de la Conférence des Premiers Ministres du Commonwealth, probablement au début du mois de mai.
3. Il est rappelé que le paragraphe 5 de ce rapport intérimaire est rédigé comme suit :

"Les consultations qu'exigent les dispositions du paragraphe 5 de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 1er avril 1960 seront engagées en vertu des pouvoirs que la Charte confère au Secrétaire général. Il est convenu entre le Gouvernement de l'Union sud-africaine et moi-même que l'assentiment du Gouvernement de l'Union à une discussion, avec le Secrétaire général, de la résolution du Conseil de sécurité n'exigerait pas la reconnaissance préalable par ce gouvernement de la compétence des Nations Unies."

4. Dans son second rapport intérimaire (S/4551), en date du 11 octobre 1960, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que pendant les entretiens préliminaires de Londres, qui ont eu lieu les 13 et 14 mai 1960, il a été convenu entre le Secrétaire général et le Ministre des affaires extérieures de l'Union sud-africaine que la base des futures consultations serait définie par le paragraphe 5 du rapport intérimaire et l'a aussi informé que l'accord s'était fait sur le caractère et la nature des futures consultations qui auraient lieu à Prétoria. Il a en outre déclaré que "pendant le séjour que le Secrétaire général ferait dans l'Union sud-africaine, toutes les consultations auraient lieu avec le Gouvernement de l'Union, mais qu'aucune règle restrictive ne serait imposée au Secrétaire général".

5. Dans son second rapport intérimaire, le Secrétaire général a déclaré ce qui suit :

"En raison des circonstances découlant du mandat que le Conseil de sécurité, par ses résolutions S/4387, S/4405 et S/4426, m'a donné touchant l'Opération des Nations Unies dans la République du Congo, je n'ai pu me rendre dans l'Union sud-africaine ainsi qu'il était envisagé dans le rapport intérimaire. A quatre reprises, des plans précis ont été faits pour cette visite, mais, chaque fois, il a fallu d'abord les différer, puis les annuler à cause de l'évolution de la situation dans la République du Congo.

Au cours d'une réunion au Siège avec le Ministre des affaires extérieures de l'Union sud-africaine, le 28 septembre 1960, une nouvelle invitation m'a été adressée par le Premier Ministre du Gouvernement de l'Union, tendant à ce que je me rende dans l'Union au début de janvier 1961."

6. On se souviendra que dans ce même rapport j'ai exprimé l'espoir de pouvoir faire ce déplacement à ce moment-là, pour procéder avec le Premier Ministre de l'Union sud-africaine aux consultations demandées et fait connaître mon intention d'étudier avec le Premier Ministre la possibilité d'arrangements qui prévoiraient des garanties appropriées des droits de l'homme, en liaison avec les Nations Unies ainsi qu'il conviendra.

7. En conséquence, j'ai visité l'Union sud-africaine entre le 6 et le 12 janvier 1961. J'avais l'intention d'y rester deux jours de plus, mais, en raison de la convocation du Conseil de sécurité pour l'examen d'une question concernant le mandat qui m'était donné par les résolutions S/4387, S/4405 et S/4426

/...

du Conseil, j'ai jugé indispensable de me tenir à la disposition des membres du Conseil pendant que l'Opération des Nations Unies dans la République du Congo était à l'examen.

8. Pendant mon séjour en Union sud-africaine, j'ai eu des consultations avec le Premier Ministre de l'Union, au cours de six réunions qui se sont tenues les 6, 7, 10 et 11 janvier 1961. Au Cap, à Umtata (Transkei), à Johannesburg et à Prétoria, j'ai eu la possibilité de prendre officiellement contact avec des membres de divers groupes de la collectivité sud-africaine.

9. Se référant au paragraphe 5 de la résolution S/4300 du Conseil de sécurité, le Secrétaire général tient à déclarer qu'au cours des consultations qui ont eu lieu jusqu'ici entre le Secrétaire général et le Premier Ministre de l'Union sud-africaine, aucun arrangement acceptable de part et d'autre n'a été trouvé. De l'avis du Secrétaire général, cette absence d'accord n'est pas définitive et il désire continuer à examiner la question.

10. L'échange de vues a dans l'ensemble été très utile. Le Secrétaire général ne juge pas que les consultations soient terminées et il espère pouvoir les reprendre à un moment propice à de nouveaux efforts de sa part dans la recherche d'une solution satisfaisante au problème mentionné plus haut.

11. Le Premier Ministre de l'Union sud-africaine a indiqué que les questions soulevées au cours des entretiens seraient examinées plus en détail et il a déclaré que "le Gouvernement de l'Union, ayant jugé utiles et constructifs les entretiens qui ont eu lieu avec le Secrétaire général, a décidé de l'inviter à une date appropriée ou à des dates appropriées, à venir de nouveau en Union sud-africaine pour que les contacts qui se sont établis puissent se maintenir".
